Le prix de la liberté, au cœur d’un débat sur l’Iran



À Francfort, une distinction décernée au peuple iranien et reçue par Reza Pahlavi ravive les questions de la transition démocratique et du poids de l’histoire

Le 7 novembre, à l’église Saint-Paul de Francfort, Reza Pahlavi a reçu le Prix de la liberté 2026, décerné par la Fondation Friedrich-Naumann. La distinction est officiellement attribuée au peuple iranien. L’ancien prince héritier l’a acceptée à titre fiduciaire, dans l’attente de pouvoir la remettre à des représentants élus.

Cette précision n’a toutefois pas clos le débat. Pour ses détracteurs, la cérémonie met en tension l’idéal démocratique célébré et l’héritage monarchique que porte le nom de Pahlavi.

Dans un texte consacré à l’événement, les opposants à cette distinction contestent d’abord sa portée institutionnelle. Le prix est décerné par une fondation politique allemande proche du Parti libéral-démocrate (FDP), et non par le gouvernement allemand ou une organisation internationale. Le présenter comme une reconnaissance officielle de l’État allemand reviendrait donc, selon eux, à en exagérer la portée. La fondation affirme, pour sa part, vouloir honorer les Iraniens qui défendent la liberté, les droits civiques et la démocratie.

La controverse porte surtout sur la personne chargée de recevoir le prix. Reza Pahlavi est le fils de Mohammad Reza Shah, renversé lors de la révolution de 1979. Le caractère autoritaire de la monarchie et les violences imputées à la SAVAK, la police secrète du régime, nourrissent les critiques. Celles-ci s’inscrivent aussi dans une mémoire marquée par les affrontements survenus à Berlin lors de la visite du Shah, en 1967.

Un point historique mérite toutefois d’être précisé : Benno Ohnesorg, l’étudiant tué pendant les manifestations, a été abattu par un policier ouest-berlinois. Par ailleurs, des partisans du Shah —

dont certains auraient été liés à la SAVAK, selon des sources historiques berlinoises — avaient attaqué violement des manifestants.

Pour ses détracteurs, honorer aujourd'hui le fils du Shah risque de réhabiliter, même indirectement, un ordre politique fondé sur le pouvoir héréditaire. Ils dénoncent également les slogans monarchistes scandés par certains de ses soutiens et craignent qu'un changement de régime ne se résume au remplacement d'une élite par une autre. Leur formule résume cette inquiétude : changer les visages sans transformer les structures ne suffirait pas à garantir la liberté.

Cette lecture dépasse la seule contestation du choix de la fondation. Elle met en cause les alliances que les puissances occidentales nouent avec des gouvernements autoritaires lorsque leurs intérêts stratégiques ou économiques sont en jeu. La référence à la Syrie se veut un avertissement : la chute d'un dirigeant ne suffit pas, à elle seule, à instaurer un ordre politique plus libre.

Les critiques plaident donc pour une transformation portée par des organisations indépendantes, des syndicats et des institutions civiles. Ils insistent également sur le rôle des femmes, des travailleurs, des étudiants et des minorités.

La Fondation Friedrich-Naumann présente cette distinction comme un hommage collectif aux Iraniens qui résistent à la République islamique. Elle précise que l'avenir institutionnel du pays doit être décidé par sa population.

Reste une question politique centrale : comment garantir que la promesse d'une transition démocratique soit vérifiable, pluraliste et véritablement décidée par les citoyennes et les citoyens ? Le débat autour du prix montre que, pour une partie de l'opposition iranienne, la fin d'un régime ne suffit pas. La liberté se mesurera aussi aux institutions et aux contre-pouvoirs qui lui succéderont.